



Les personnels de l'Éducation ont dû faire face à la crise sanitaire et à la fermeture des écoles et établissements seuls et sans soutien. Non ou mal formé·es, mal équipé·es, mal connecté·es, ils et elles ont dû trop souvent faire du bricolage pour maintenir le lien avec un maximum d'élèves et tenter de mettre en place des modus operandi temporaires mais adaptés aux élèves.

À Dijon, la CGT Educ'action avait interpellé les autorités académiques et les collectivités territoriales dès le 15 mars sur les conditions de travail des personnes restées sur site mais aussi sur les dérives et échecs du distanciel. Au regard de l'évolution de la pandémie et des risques d'une réouverture précipitée des établissements scolaires, nous avons adressé une lettre ouverte à la rectrice et la présidente de région le 28 avril afin de les appeler à la raison avec un mot d'ordre clair : « pas de rentrée avant septembre ! ». Il s'agissait pour nous de protéger tous les personnels de l'Académie de Dijon mais bien évidemment l'ensemble des élèves et leur famille.

Nous n'avons pas été entendu. Après un premier faux départ hasardeux le 11 mai, le président Macron annonçait, le 14 juin, le retour de tous les élèves dans les écoles et au collège pour le 22 juin, avec un nouveau protocole sanitaire « allégé » qui abolissait en 2 jours la mesure de distanciation. Une illustration de plus du mépris et du manque de considération que nous subissons ! Le mécontentement, l'anxiété des personnels et leur colère sont réels comme l'atteste le nombre de rassemblements qui se sont déroulés devant les rectorats et les DSDEN le mercredi 24 juin...

Si le ministre et la rectrice tentent de rassurer et se félicitent de la réussite de ces réouvertures, la réalité est toute autre pour les personnels et les enfants : réaménagements de salles, cas de Covid 19 dans des écoles ou des lycées de l'académie, absentéisme des élèves, non-retour des décrocheurs, Ecole-garderie, alourdissement du travail des personnels enseignants et non-enseignants...

Malheureusement les deux mois qui viennent de s'écouler confirment que la réouverture des établissements scolaires a été prématurée, bâclée et précipitée... Quant à la rentrée de septembre, les autorités rectorales rencontrées le 24 juin ne se sont pas montrées rassurantes : aucune projection possible, pas de moyens supplémentaires, pas d'effectifs réduits, pas d'inventaire du bâti, pas de recrutement massif de personnels...

Il est indispensable et urgent de mettre en place un **plan d'urgence pour l'École en coopération avec les personnels et partenaires sociaux !**